

d'une économie industrielle axée sur la fabrication, les services et le commerce extérieur. En effet, au cours des vingt dernières années, la part du PIB attribuable à l'industrie est passée de 19 % à près de 30 %, tandis que la part de l'agriculture est tombée de 28 à 14 %. La croissance industrielle a toutefois été concentrée à Bangkok et dans la région centrale attenante, où s'est déroulée 90 % de l'activité manufacturière à valeur ajoutée. La prospérité de cette région continue de contraster brutalement avec la situation qui existe dans le reste du pays, où l'agriculture demeure l'activité économique dominante.

Si elle représente une part moindre du PIB, il reste que l'agriculture continue d'employer 64 % de la population active et fournit la moitié des exportations totales de marchandises. Des politiques de promotion de l'expansion industrielle à l'extérieur de Bangkok et des mesures d'incitation visant une répartition régionale plus équitable de l'investissement sont actuellement mises en oeuvre pour redresser la situation.

Le taux d'inflation a augmenté par bonds, passant de 2,5 % en 1987 à 5,5 % en 1989, puis à 6,0 % en 1991. Par ailleurs, en 1990, le compte courant accusait un déficit d'environ 7,2 milliards de dollars américains à cause de l'important déficit commercial. L'arrivée de capitaux étrangers, y compris d'investissements étrangers, a plus que compensé ce déficit et a contribué à la hausse des réserves officielles, qui sont passées à 13,3 milliards de dollars américains à la fin de 1990, comparativement à 9,5 milliards de dollars américains à la fin de 1989.

L'économie de la Thaïlande amorce une nouvelle étape, caractérisée par un régime de croissance ralenti en comparaison de la fin des années 80, où le taux de croissance dépassait 10 %. Même s'il se maintenait à des niveaux enviables à l'échelle mondiale en 1991, le taux de croissance du PIB de la Thaïlande s'établissait à 7,9 %. Ce ralentissement est en partie attribuable aux retombées de la guerre du Golfe sur le tourisme, à la diminution de la demande extérieure, aux contraintes qui frappent la capacité de production dans plusieurs secteurs et aux difficultés politiques intérieures.

Si selon les prévisions, le taux de croissance du PIB se maintenait aux environs de 7 ou 8 % dans les

prochaines années, la Thaïlande conserverait sa position dans le peloton de tête des pays au chapitre de la croissance économique. Les taux de croissance élevés seraient soutenus par la politique budgétaire expansionniste du gouvernement, la réforme de la structure fiscale, les investissements du secteur privé, d'importants projets d'infrastructure et la mise en valeur des ressources humaines. La croissance s'accompagnerait d'un déficit commercial à la hausse, quoique soutenable. Aucun véritable problème n'est prévu à court terme en ce qui concerne la balance des paiements ou le service de la dette. Si ces hypothèses se réalisaient, la Thaïlande serait reçue dans le club sélect des NEI (nouvelles économies industrialisées).

La Thaïlande fait face à un certain nombre de défis, dont un taux d'inflation à la hausse, lequel influera directement sur la compétitivité de ses exportations. Le taux d'inflation enregistré en Thaïlande, soit 6,0 %, est néanmoins relativement faible en comparaison de celui d'autres pays de l'ANASE où il pourrait atteindre facilement 9 %.

L'expansion de l'infrastructure constitue une autre contrainte qui conditionne le taux d'expansion économique en Thaïlande. Malgré d'importants progrès au chapitre de la construction routière et portuaire, il reste beaucoup à faire avant que l'infrastructure réponde à la demande.

Un troisième défi que le pays doit relever, et qu'il a inscrit au premier rang des priorités de son plan quinquennal, consiste à augmenter le nombre de gestionnaires, de techniciens et d'autres travailleurs spécialisés.

Somme toute, malgré les incertitudes politiques, la Thaïlande est munie de solides politiques économiques de base et ses indicateurs économiques sont très favorables. À la suite d'une période frénétique, de 1988 à 1990, durant laquelle l'économie thaïlandaise a subi une croissance réelle supérieure à 40 %, il est possible qu'un ralentissement soit bien accueilli et qu'il permette à la Thaïlande de faire face à des besoins sociaux impérieux et de donner de l'expansion à son infrastructure, qui ne supporte plus le poids de la demande.